

CHRONIQUE

de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité

FAIT DIVERS

LA VÉRITÉ A P.4
BOUT PORTANT

La STT bientôt
en partenariat avec
la CGT France P.4

Amnesty international reprend du service au Togo : **Encore un rapport truffé de mensonges et de contrevérités**



Salil Shetty, secrétaire général d'Amnesty International

La légalisation sur le mariage homosexuel, une exigence de l'ONG

Dans son rapport sur la situation des droits de l'homme dans le monde, Amnesty international a encore tiré à boulets rouges sur le Togo. Les Togolais ont toujours en mémoire le rapport de 2001 de cette ONG internationale de défense des droits de l'homme qui accusait les autorités du pays d'avoir assassiné des centaines de Togolais dont les corps jetés dans la mer flottaient au large de nos côtes...

Suite à la page 3

Mission de la Banque Mondiale au Togo :

Lorsque des confrères transforment les recommandations de la Banque en récriminations du FMI contre notre pays
La mission se félicite du projet de budget 2016



JIM YONG KIM
Le Président de la Banque Mondiale

Célébration de la journée de l'Europe au Togo :



Visite de latrine Ecosan à Aného

Des élèves visitent les projets de l'UE dans la Région Maritime P.2

Lutte contre le chômage des jeunes et amélioration des performances des entreprises industrielles :

Le CFMI de Lomé, une référence dans la sous-région P.5



Un joyau inauguré par Faure en présent du ministre d'Etat français

Pour le développement de la préfecture de Yoto :
Le député Koffi Kossiko Paulin fait don de matériels informatiques à trois établissements scolaires P.2



Remise symbolique du matériel

Pour le développement de la préfecture de Yoto :

Le député Koffi Kossiko Paulin fait don de matériels informatiques à trois établissements scolaires

Le CEG Zafi et les lycées d'Ahépé et de Tchékpo dans la préfecture de Yoto sont désormais dotés d'outils informatiques. C'est l'honorable Koffi Kossiko Paulin du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR), l' élu de la localité, qui a fait don de ce matériel composé d'un ordinateur complet, d'une imprimante multifonctionnelle, d'un photocopieur de marque Canon et d'un onduleur pour chacun de ces trois établissements de sa zone (Yoto ouest). La remise de ce matériel a eu lieu le mardi 10 mai dernier dans lesdits établissements en présence des présidents des Associations des parents d'élèves et des autorités locales dans une liesse générale. L'honorable Koffi Kossiko Paulin était accompagné dans sa tournée de l'honorable SENOU de Yoto centre et du député sortant AMEGNONA.

Depuis son élection au parlement, le député de Yoto-Ouest est très actif sur le terrain et entend tout mettre en œuvre pour le développement de sa localité. Il se démarque ainsi de ceux qui, une



Le député Koffi Kossiko Paulin en train d'entretenir l'assistance



Remise symbolique du matériel informatique

fois élus, disparaissent et ne reviennent que cinq ans après pour solliciter encore le suffrage des populations. " Nous sommes des députés du peuple et nous avons été guidés par le bien-être des populations. Le député vote les lois et ensuite doit être au milieu de la population pour recenser ses besoins et porter ses doléances au gouvernement ", a-t-il déclaré.

En effet, l'électrification de certains villages de Yoto a été réalisée grâce à l'intervention des députés de la localité. Ce geste de générosité est pour l'honorable Koffi Kossiko Paulin une contribution au développement de Yoto, car esti-

me-t-il, le gouvernement n'a pas de moyens de satisfaire tous les besoins des populations et chacun de son côté doit faire quelque chose dans ce sens. " Je me suis dit, qu'il faut faire quelque chose pour aider mon pays ".

Il est conscient que le développement passe par une bonne éducation. " L'éducation est une chose avec laquelle je ne badine pas. C'est pourquoi je mène certaines actions dans ce sens. J'ai décidé de doter ces établissements de matériels informatiques parce que certains travaux se font sur ordinateur et également on dit que l'analphabète du 21e siècle, c'est celui

qui ne sait pas manipuler l'outil informatique ", a-t-il avancé pour justifier son geste.

Finis donc les cauchemars de ces établissements qui sont obligés quelques fois de se rendre jusqu'à Tsévié pour des impressions ou photocopies. L'honorable Koffi Kossiko Paulin, dans tous les établissements où il est passé, n'a pas manqué de prodiguer d'utiles conseils aux élèves en les exhortant à être assidus à l'école, à éviter de fréquenter les vidéos clubs, à respecter leurs parents et leurs enseignants, car, l'avenir se prépare aujourd'hui.

Les établissements bénéficier-

ont de ce matériel, à travers leurs responsables et les associations des parents d'élèves ont exprimé leur joie et témoigné leur reconnaissance au bienfaiteur. " Dorénavant, la reprographie de nos devoirs et la photocopie des documents se feront sur place. Avec cet ordinateur, le CEG Zafi va être bientôt connecté au monde entier grâce au réseau internet, rejoignant ainsi la liste très serrée des établissements scolaires de notre pays faisant partie du village planétaire ", s'est réjoui M. Agossou Kodjo Hoindji, directeur du CEG Zafi. Il a promis au donateur d'en faire un bon usage pour que l'ignorance de l'informatique soit un lointain souvenir dans son collège.

"Ce lot de matériels informatiques vient mettre fin à des souffrances administratives et pédagogiques au sein du Lycée d'Ahépé ", a déclaré pour sa part le proviseur du Lycée d'Ahépé, M. Ahli Kokou. Il s'est dit soulagé, en soulignant que le donateur n'est pas à son premier geste à l'endroit de son établissement. Il a invité les cadres et les bonnes volontés d'Ahépé à lui emboîter le pas.

L'honorable Koffi Kossiko Paulin a déjà plusieurs réalisations à son actif. Il a construit une salle de classe dans le canton de Zafi, aidé à payer des enseignants volontaires dans des Ecoles d'initiative locale (EDIL), fait réparer des forages dans certains villages, etc. Il a en projet la construction des cases de santé dans des localités éloignées.

Pierre Agbanda

Célébration de la journée de l'Europe au Togo :

Des élèves visitent les projets de l'UE dans la Région Maritime

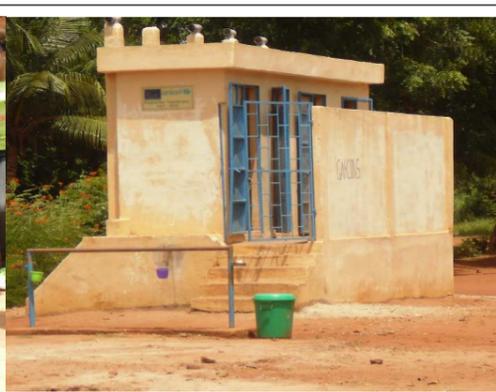
Dans le cadre de la journée de l'Europe (66ème anniversaire de la " déclaration Schumann ") commémorée tous les 09 mai, l'Union Européenne (UE) a organisé hier, une visite des élèves sur les projets financés par elle dans la Région Maritime dans le cadre de la coopération avec le Togo.

Ils étaient une cinquantaine d'élèves venus des établissements Arc-en-ciel, Lycée Français, British School, Collège Saint Joseph, et Nouveau monde. Ils étaient conduits par Stéphane Meert, chef d'opération à la Délégation de l'Union Européenne et ont visité certaines réalisations de l'Union Européenne dans la Région Maritime, à savoir : Projet d'Appui à la Formation de la Police au Togo (PAFP) qui consiste à construire une Ecole Nationale de Police à Davié ; " Amélioration de l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement des enfants et de leurs familles ", projet UE-UNICEF à l'Ecole Primaire Public Adouho-Vogan ; et le projet Service public non collectif (SPANC) à la Mairie d'Aného.

Pour Stéphane Meert, l'UE n'est pas quelque chose qui est réservée aux élites, aux dirigeants ou aux adultes. C'est quelque chose qui est réservée à tout le monde, aux enfants, des générations à venir qui sont dans les villages ou dans les villes.



Vue du forage à EPP Adouho-Vogan



Vue de latrine Ecosan et la lave main à EPP Adouho-Vogan

Nous avons fait venir les élèves de Lomé dans les villages pour découvrir trois exemples de projets de ce qu'on fait au Togo et vivre l'expérience dans les milieux ruraux".

L'Ecole nationale de police de Davié est financée en partie par l'Union Européenne pour un montant de 3 000 000 d'Euros. Un site de 15 hectares, à 30 km de Lomé. Le projet vise à créer une nouvelle ville à Davié. L'école comprendra l'administration, l'hébergement, la pédagogie, un stand de tir, des installations sportives, une restauration, un centre médical, un amphithéâtre, une bibliothèque. Sa capacité d'accueil est de 200 à 600 élèves.

Selon son directeur, le commissaire Assih Abalo, la mission de l'Ecole nationale de police est la formation professionnelle des policiers notamment des Agents et sous-officiers de police, des Officiers et Commissaires de police.

Pour lui, à travers cette école, la toute première au Togo, l'objectif est de faire de notre police, une police républicaine plus performante.

A l'Ecole Primaire Publique d'Adouho-Vogan, les élèves ont touché du doigt les réalisations du projet UE-UNICEF " Amélioration de l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement des enfants et de leurs familles ". Des latrines Ecosan et un forage sont mis à la disposition des élèves et de leurs familles pour promouvoir l'hygiène et l'assainissement dans le milieu. Cette réalisation aide les élèves et tous les villages environnants à avoir accès à l'eau potable dans l'enceinte de l'école et dans les maisons. Le projet est évalué à 1 500 000 d'Euros et est géré par la communauté locale.

Une latrine Ecosan (Ecological Sanitation) est une latrine sèche, fonctionnant donc sans eau, écologique, séparant

les fèces des urines et permettant de valoriser les déchets en les transformant en compost (excreta) ou en fertilisants liquides (urines) utilisés pour la fertilisation des sols ou des cultures.

A Aného, avec le projet Service public non collectif (SPANC), l'Union Européenne étudie les questions d'assainissement collectif. Assainissement public organisé par la Mairie. Le coût de ce projet est de 2 000 000 d'Euros.

Pour Obeid Azar, élève à l'école Arc-en-ciel, participant à la tournée, ce n'est pas tout le monde qui a la chance d'avoir accès à l'eau potable et nous sommes venus constater nous-mêmes. Aujourd'hui avec cette tournée, nous avons appris beaucoup de choses que nous ignorions avant. Par exemple l'importance de la latrine Ecosan par rapport à la latrine ordinaire. " Nous remercions Dieu de nous avoir permis d'avoir cette chance

Suite à la page 6

CHRONIQUE
de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest
Récépissé n°0338/05/03/08
15 BP : 82 Lomé - Togo
Tél: 23 20 92 75 / 90 01 21 69

Directeur de la Publication

ALIZIOU ESSODINA
90 01 21 69

REDACTION

Carole AGHEY
A. KAPO
B. Talom.
Jean-Pierre B.
Espoir D.
Pierre AGBANDA

Imprimerie St Louis
Tirage : 2000 ex.

Mission de la Banque Mondiale au Togo :**Lorsque des confrères transforment les recommandations de la Banque en récriminations du FMI contre notre pays
La mission se félicite du projet de budget 2016**

Une mission de la Banque Mondiale a séjourné dans notre pays pour passer au crible la situation économique du Togo. A la fin de son séjour, la mission a fait des recommandations afin d'améliorer la gestion des préfinancements des infrastructures au Togo. Certains confrères, comme des charognards, ont sauté sur ces recommandations de la mission de la Banque Mondiale pour incriminer le Togo d'une manière maladroite.

En effet, ces confrères au lieu de prendre leur temps pour mener des investigations minutieuses et servir à la population des informations crédibles et honnêtes, ont plutôt versé dans la passion, assimilant ainsi les recommandations de la Banque Mondiale à des récriminations du FMI contre notre pays. Aucune mission du Fonds Monétaire International n'a séjourné au Togo ces derniers jours.

C'est plutôt une mission de la Banque Mondiale qui est venue et qui a été reçue par les autorités. Mais malheureusement, ces confrères ont annoncé urbi et orbi qu'une mission du FMI porte des accusations graves au sujet du système de préfinancement des infrastructures. "Le mécanisme de préfinancement a par conséquent l'effet d'augmenter la dette publique togolaise. Un financement purement budgétaire aurait les mêmes effets, sauf que le coût payé par l'Etat serait moindre (coût supérieur du crédit bancaire par rapport aux émissions sur le mar-

ché sous-régional, commissions et frais divers variés".

C'est juste cette observation qui a amené ces confrères à publier dans leurs colonnes des titres à couper le souffle. Là où ça sent la malhonnêteté, c'est que la mission de la Banque Mondiale s'est plutôt félicitée du projet de budget 2016 sur le système de préfinancement. Elle a indiqué qu'"il est indispensable que le budget fixe une limite aux nouveaux préfinancements qui seront conclus dans l'année budgétaire".

En clair, la mission de la Banque Mondiale n'est pas venue au Togo en gendarme mais plutôt en conseiller pour aider notre pays à améliorer la gestion des fonds publics. Cette mission a donc félicité le Togo pour son projet de budget 2016 qui prend en compte déjà ses recommandations. La Banque mondiale qui avait suspendu le Togo de ses aides publiques au développement, a levé cette suspension depuis sous le président Faure Gnassingbé. Elle a déjà décaissé des dizaines de



JIM YONG KIM
Le Président de la Banque Mondiale

milliards de FCFA pour financer de grands projets et se félicite de la qualité et de la transparence dans la gestion des fonds alloués au Togo.

Elle a déjà annoncé tout comme d'autres bailleurs de fonds le financement de beaucoup de projets au Togo justement parce que le gouvernement fait preuve d'une gestion saine des fonds publics.

La mission de la Banque Mondiale qui a séjourné au Togo recommande également au gouvernement d'accroître la politique PPP (Partenariat Public/Privé) pour le financement des infrastructures routières.

" En ce qui concerne la réali-

sation d'ouvrages routiers, nous recommandons de réserver le Schéma PPP aux investissements nouveaux ou aux investissements de modernisation d'un montant significatif et qui incluent donc la maintenance et l'exploitation de l'ouvrage ", a indiqué la mission de la Banque Mondiale.

C'est justement ce Partenariat Public/Privé qui a permis la rénovation de Radisson Blu hôtel 2 Février qui aujourd'hui emploie plus de 500 travailleurs Togolais. D'autres projets seront bientôt réalisés pour répondre aux recommandations des bailleurs de fonds comme la Banque Mondiale et le FMI qui suivent de près le

Togo comme la plupart des pays africains.

Aujourd'hui, la Banque Mondiale et le FMI qualifient le Togo de bon élève en matière de bonne gouvernance. Le système de préfinancement n'est pas une mauvaise chose en soi. Il met en action les banques, les entreprises et l'Etat dans la réalisation des ouvrages.

Le Togo qui est sorti d'une longue crise politico économique, avait un besoin urgent de ressources pour lancer sa reconstruction. Evidemment, certaines infrastructures routières et certains ouvrages d'art ont bénéficié de ces préfinancements pour leur réalisation. C'est d'ailleurs pourquoi la mission de la Banque Mondiale recommande de limiter les préfinancements ; ce que le gouvernement a déjà pris en compte dans le budget 2016.

Nos confrères auraient pu faire des recoupements nécessaires pour mieux informer leurs lecteurs au lieu de les intoxiquer car aucune mission du FMI n'a séjourné au Togo ces derniers jours. Il s'agit plutôt d'une mission de la Banque Mondiale qui a formulé des recommandations au gouvernement afin de l'aider à mieux maîtriser la gestion des préfinancements.

Alizou Dominique

Amnesty international reprend du service au Togo :**Encore un rapport truffé de mensonges et de contrevérités
La légalisation sur le mariage homosexuel, une exigence de l'ONG**

Dans son rapport sur la situation des droits de l'homme dans le monde, Amnesty international a encore tiré à boulets rouges sur le Togo. Les Togolais ont toujours en mémoire le rapport de 2001 de cette ONG internationale de défense des droits de l'homme qui accusait les autorités du pays d'avoir assassiné des centaines de Togolais dont les corps jetés dans la mer flottaient au large de nos côtes.

A la publication de ce rapport d'Amnesty International, des Togolais se sont demandé si on parlait de leur pays ou s'il s'agissait plutôt d'un autre. Des centaines de corps humains flottant sur la mer dont ni les Loméens qui aiment nager, ni les pêcheurs qui vont pêcher du poisson, ni les nombreux



Salil Shetty, secrétaire général d'Amnesty International

bateaux qui sont en haute mer n'ont vu l'ombre d'un seul.

Il s'est avéré que c'étaient des allégations mensongères, sinon un montage destiné à nuire au Togo. Toute honte bue, le secrétaire général du mouvement d'alors, Pierre

Sané, avait dû présenter des excuses publiques au peuple Togolais. Et depuis, le mouvement fait très attention aux informations que certaines ONG de la place lui transmettent. Mais malheureusement, Amnesty Internationale semble

oublier cette douloureuse expérience en publiant d'autres mensonges.

Dans son rapport rendu public le 06 mai dernier, Amnesty laisse croire que la situation des droits de l'homme au Togo est stagnante et peut se détériorer rapidement. " Depuis quelques années, la situation au Togo sur les droits de l'homme stagne. Il y a quelques engagements qui ont été pris par les autorités togolaises, notamment devant la communauté internationale, qui n'ont pas été respectés ou qui ont été partiellement mis en œuvre. Il est important que la communauté internationale fasse preuve de vigilance, parce que cette situation sur les droits de l'homme pourrait se détériorer rapidement ", a laissé entendre François Pactuel, Chercheur sur

l'Afrique de l'Ouest à Amnesty International et un des co-auteurs dudit rapport, intervenant ce samedi sur RFI.

Selon ce rapport, la plupart des manifestations pacifiques sont interdites et il est fait un usage excessif de la force et des armes à feu par les forces de sécurité. Poursuivant ses attaques contre le Togo, ce fameux rapport fait croire que les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes sont menacés et harcelés par les services de police. Seulement l'on se demande si Amnesty international a pris soin de vérifier ces allégations ou s'il s'agit d'une volonté manifeste de nuire au Togo en colportant des faussetés.

S'il est vrai que le Togo a pris des engagements lors de l'Examen Périodique Universel

Suite à la page 4

Amnesty international reprend du service au Togo :

**Encore un rapport truffé de mensonges et de contrevérités
La légalisation sur le mariage homosexuel, une exigence de l'ONG**

Suite de la page 3

au cours duquel le gouvernement a librement présenté la situation des droits de l'homme du Togo, il n'en demeure pas moins vrai que notre pays a fait des pas qualitatifs que des organisations Onusiennes ont appréciés. Amnesty International doit savoir qu'il y a une loi qui régleme les manifestations publiques au Togo.

Si certains groupuscules ne respectent pas cette loi, il va sans dire que la manifestation peut être interdite. Nous vou-

lons rappeler que le parti d'opposition, l'ANC, a organisé des marches tous les samedis pendant cinq ans sans être inquiété par qui que ce soit.

Au sujet de la situation des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes, l'on se demande si dans les grandes démocraties les journalistes ne répondent pas de leurs actes devant les tribunaux ? Si certains citoyens se sentent diffamés, ils ont le droit de porter plainte au pénal pour que justice soit rendue. Il va sans dire que ce rapport Amnesty

International ne reflète pas la situation des droits de l'homme au Togo qui a connu une grande amélioration. Cette ONG aurait dû faire un travail de fond pour déceler de vraies violations et formuler les recommandations aux autorités pour les aider à améliorer la situation des droits de l'homme qui n'est dans aucun pays du monde parfaite à cent pour cent. C'est une quête permanente pour laquelle les organisations de défense des droits de l'homme doivent œuvrer en décelant des cas de violation et

en les portant à la connaissance des autorités avec des propositions pour une amélioration.

L'autre cas soulevé par le rapport laisse croire que les homosexuels sont persécutés au Togo. Parmi les recommandations qui lui avaient été faites lors de l'Examen Périodique Universel en 2011, le Togo avait rejeté le mariage des homosexuels. Mais sont-ils persécutés au Togo ? Existe-t-il au Togo des cas avérés de persécution ? Nous

ne sommes pas sûrs.

Mais toutefois comme c'est une pratique contraire à nos mœurs, les homosexuels peuvent être stigmatisés par leurs proches.

Le rapport 2016 d'Amnesty International sur la situation des droits de l'homme au Togo ne reflète pas la réalité car le Togo a fait de grand pas et se bat pour améliorer les choses. Amnesty International doit revoir sa copie sur la situation des droits de l'homme au Togo.

Aliziou Dominique

La STT bientôt en partenariat avec la CGT France

La Synergie des Travailleurs du Togo (STT) et la Confédération Générale du Travail-France (CGT) sont sur le point de nouer un partenariat. Dans ce cadre, une délégation du syndicat français séjourne au Togo pour une semaine. Ce séjour sera marqué par une formation sur le thème : " Structuration et organisation d'une centrale syndicale pour des actions efficaces ".

La signature d'un partenariat d'une longue durée entre les deux organisations marquera la fin du séjour de la CGT. C'est en 2014 que les premiers contacts entre la STT et la CGT ont été noués à travers une rencontre entre les responsables des deux syndicats au siège de la CGT à Montreuil en France. Suivront deux autres rencontres en 2015 et cette année dans le même pays.



Mme Nadou Lawson, coord. de la STT

Ce partenariat, s'il venait à être signé, boostera les actions de la STT, un syndicat très actif dans la défense des intérêts des travailleurs. Grâce à ses revendications, l'Etat a amélioré les salaires des fonctionnaires togolais.

Créée en 2013, la STT s'est

muée en centrale syndicale le 9 janvier 2015. La CGT est quant à elle créée le 23 septembre 1895 à Limoges. Elle est la première organisation syndicale de France en audience, avec 34% de voix aux élections prud'homales de décembre 2008.

Pierre

La transformation numérique de l'Afrique

Connecter les ressources de l'Afrique à travers la transformation numérique', tel est le thème du 26e Forum économique mondial pour l'Afrique qui s'est ouvert mercredi à Kigali (Rwanda). Il est organisé par le World Economic Forum de Davos qui a développé le concept de rencontres par région.

1.200 entrepreneurs et décideurs vont se pencher sur les opportunités de l'économie numérique pour l'Afrique, confrontée à un ralentissement de sa croissance. Cina Lawson, la ministre de l'Economie numérique, est présente dans la capitale rwandaise.

Plusieurs thématiques seront abordées comme l'apport des nouvelles technologies dans l'agriculture ou la santé, ou encore comment lutter contre la cybercriminalité qui n'épargne pas le



L'on devrait évoluer vers le "tout numérique" d'ici peu

continent. Il sera également question d'infrastructures, d'intégration régionale et d'innovation.

Dix chefs d'Etat ou de gouvernements africains sont attendus dans la capitale rwandaise.

Les dirigeants togolais ne cachent pas leur admiration pour

le Rwanda.

Ce petit pays d'Afrique centrale, à majorité rurale, a mis le développement des nouvelles technologies au cœur de sa stratégie de croissance. Et les résultats sont au rendez-vous.

Source : republicoftogo.com

Fait divers

LA VERITE A BOUT PORTANT

Qui aurait cru qu'un pasteur serait incapable d'affirmer sa fidélité et son amour à Dieu quoi qu'il arrive ? Ces messies représentant Dieu sur terre ne cessent en effet de convier les fidèles à toujours aimer et adorer " Dieu, notre père céleste ".

Les populations de Tchabourè, un petit village situé au Sud-Est de la ville de Sotouboua, auraient donné leur tête à couper plutôt que de croire que Solim, leur pasteur n'aime pas le " Père céleste ". Et pourtant, c'est la triste réalité.

En effet, tout le monde, croyants et non croyants de cette riche et coquette localité, voyait toujours l'image de Dieu à travers ce pasteur. Celui-ci était très respecté non pas à cause de sa toge, mais plutôt pour la force de sa parole et surtout son comportement.

Tchabourè avait connu le passage de plus de trois pasteurs. Mais le profil de Solim est particulier. Il était le vrai messie, le don de Dieu pour Tchabourè. Aussi, avait-il réussi à mobiliser et à fidéliser la grande majorité des habitants. Même les fidèles de l'église catholique l'ont rejoint. D'un seul culte au commencement, il était parvenu à en organiser deux les samedis et trois les dimanches jusqu'à la survenance du malheureux évènement.

Le déclin de Solim est survenu le dimanche 24 avril 2016. Le connaissant, l'on croyait que même face au fusil, il serait capable d'affirmer haut et fort sa fidélité à Dieu. Mais les fidèles ont été les premiers à être déçus par la lâcheté du pasteur lorsqu'un forcené a fait irruption dans l'église.

En effet, un homme, probablement malade mental, est entré dans l'église armé d'un fusil. " Qui aime Jésus ici ? La personne qui aime Jésus, ira le rejoindre tout de suite avec une balle dans la tête", s'écria-t-il.

Un silence de cimetière s'est aussitôt abattu sur les fidèles. Alors le fou reprit en hurlant fort : " Vous ne voulez pas répondre, donc je tue tout le monde ". Aussitôt, un fidèle désigna le patron de l'église en disant : " C'est le pasteur qui aime Jésus ". La réaction du pasteur fut immédiate : " C'est ton père, ta mère et tes aïeux qui aiment Jésus ". Il renchérit : " Imbécile, sorcier, Satan. Si ce n'était pas à cause de votre argent, je connais Dieu où ? ".

A peine finit-il de prononcer ce discours qui signe son " arrêt de mort " qu'il réalise, à sa grande surprise que le " fou " avait disparu. Tout ce qu'il fit par la suite pour tenter de séduire à nouveau ses fidèles, était voué à l'échec, l'obligeant à quitter Tchabourè pour son village natal.

B. TALOM

Lutte contre le chômage des jeunes et amélioration des performances des entreprises industrielles : Le CFMI de Lomé, une référence dans la sous-région

Le 04 mai dernier, le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, accompagné du Secrétaire d'Etat français chargé du Développement et de la Francophonie, André Vallini, ouvrait officiellement les portes du Centre de Formation aux Métiers de l'Industrie (CFMI). Fruit de la coopération franco-togolaise, ce joyau dont le coût de réalisation est estimé à près de cinq milliards de nos francs - financement conjoint entre l'Etat togolais (1,3 milliards FCFA) et l'Agence Française de Développement (3,935 milliards FCFA) - est la concrétisation de l'engagement du chef de l'Etat togolais de lutter efficacement contre le chômage des jeunes, d'accroître la compétitivité et la productivité des entreprises du secteur industriel et de booster ainsi l'économie nationale.

En vue de permettre à l'opinion de juger d'elle-même la pertinence de ce projet important qui scelle le mariage entre secteur privé et le secteur public, nous nous proposons de vous transporter dans ce milieu très studieux...

Situé dans la zone portuaire, non loin de la SOTOTOLES, le Centre de Formation aux Métiers Industriels (CFMI) est un carrefour d'excellence de formation professionnelle d'envergure sous-régionale, qui a ouvert ses portes seulement en septembre dernier à quelques quatre vingt (80) jeunes étudiants répartis dans cinq (05) filières industrielles (Mécanique Diesel, Chaudronnerie - Soudure et Tuyauterie Industrielle, Mécanique d'Entretien, Electromécanique d'Entretien, et Climatisation et Froid Industriel).

Toutes ces formations dédiées aux activités des entreprises industrielles de l'environnement portuaire, viennent à point nommé pallier les principales faiblesses notées dans le système d'enseignement technique et de formation professionnelle. Elles répondent également aux besoins de l'environnement socio-économique de l'heure et viennent de surcroît donner un coup de pouce au secteur privé qui voit d'emblée sa productivité et sa compétitivité s'accroître après un séjour des techniciens des entreprises industrielles au CFMI.

Le bon réflexe

Face à la sempiternelle question d'inadéquation entre la forma-

tion et l'emploi sur le marché du travail, les premiers responsables du pays ont pris sur eux d'impulser la redynamisation de l'enseignement technique et professionnel et renforcer la stratégie aux fins de garantir de l'emploi aux jeunes qui sortent directement des écoles de formation.

Il fallait donc définir les orientations et canaliser les besoins après l'adoption de la "Charte de partenariat public-privé", ceci conformément à la vision du chef de l'Etat. C'est donc de cette réflexion qu'est né le CFMI.

Le Centre destiné aux professionnels du secteur industriel, aux jeunes et demandeurs d'emploi, a pour mission d'accroître la compétitivité et la productivité des entreprises à travers la formation. Grâce donc à ce Centre, les besoins en compétences dans les entreprises seront comblés puisque la démarche d'accompagnement proposée est basée sur un diagnostic des besoins et une proposition de solution formation et des conseils adaptés à chaque entreprise.

Ainsi, le gouvernement en s'appuyant sur le secteur privé et ses partenaires, notamment l'AFD, s'est doté de cet important outil de développement qui non seulement s'appuie sur le perfec-



Le CFMI, la référence dans la sous-région

tionnement et le recyclage, la reconversion et le renforcement de compétences, mais aussi et surtout opère sous forme d'appui-conseil et accompagnement des entreprises à relever les défis de l'heure, à savoir la résorption du chômage - car les jeunes issus des formations initiales disposeront de compétences leur permettant d'aller à l'auto-employabilité - et la réalisation du développement du pays via son économie.

Et c'est ce pari que le chef de l'Etat vient de réaliser en mettant la main à la poche et en demandant au partenaire privilégié qu'est l'AFD à en faire autant en vue de la réalisation de cet important challenge.

Mais, selon les indiscretions de la direction dudit Centre, l'on

ne compte pas s'arrêter aux cinq filières ; très prochainement, il est prévu l'extension du CFMI aux métiers portuaires et de la mer surtout que le Togo dispose d'un arsenal d'au moins 500 navires battant pavillon togolais.

Le génie togolais fait des émules

A peine les portes du CFMI ouvertes qu'il est pris d'assaut par des visiteurs venus d'autres pays de la sous-région, à l'instar du Bénin voisin, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire. Bien que ces pays regorgent également de centres de formation, le Togo semble leur ravir la vedette du fait de la particularité du CFMI.

Si ailleurs comme au Sénégal ou au Maroc, les différents centres

sont dédiés uniquement à des domaines ou branches précises, notamment agricole, agroalimentaire, BTP ou logistique, le CFMI jouit d'une singularité. "Il regroupe tous les métiers transversaux qu'on retrouve dans toutes les catégories d'industries, ce qui fait de lui un joyau dont la particularité est unique dans la sous-région ouest-africaine...", a souligné son Directeur, Jules Anani Gozo, lors de la visite du Centre hier mercredi.

Le CFMI dispose, en outre, d'une équipe d'encadreurs issus du secteur privé et de formateurs expérimentés. Ils ont fait leurs preuves au sein des entreprises de la place et qui ont été recrutés après un appel d'offres. On note également une relation étroite entre le Centre et les entreprises de la place.

Nous osons croire que l'avènement du CFMI va révolutionner les habitudes au sein des entreprises qui seront désormais enclines à avoir un plan de formation et de recyclage de leurs techniciens ; ceci aura comme effet induit l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des entreprises. Ce qui aura pour conséquence de booster l'économie nationale.

JP Bawéla

Interview | Le CFMI vu par son Directeur Jules Anani GOZO :

"C'est un véritable joyau dont la particularité est unique dans la sous-région Ouest Africaine"

Le chef de l'Etat, son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, a procédé récemment à l'inauguration du Centre dont vous êtes le Directeur. A quoi répond la création de ce Centre ?

La création du CFMI (Centre de Formation aux métiers de l'Industrie) vient répondre à la fois à plusieurs problèmes.

D'abord, nous avons l'inadéquation emploi-formation qui représente un frein à la performance des entreprises dont les ressources humaines constituent le premier capital sur lequel repose leur véritable développement ; aujourd'hui le CFMI est en mesure de pallier ces insuffisances en mettant à la disposition des entreprises une main d'œuvre qualifiée et directement opérationnelle issue des offres de formations proposées.

Ensuite, l'érection de ce Centre vient pallier le manque de dispositifs adéquats, modernes, capables de répondre aux exigences des entreprises en matière de formation continue pour le développement des performances des salariés. Le CFMI est aujourd'hui le centre de référence en matière d'accompagnement pour le recyclage des salariés ; les modules de formation s'appuient sur des équipements et matériels adaptés aux contextes locaux et internationaux, et concernent tout autant les opérateurs de fabrication que les salariés en phase d'évolution vers des fonctions plus importantes, d'agents de maintenance ou de conducteurs de systèmes de production automatisée, confrontés à l'introduction de technologies et moyens nou-



Jules Anani Gozo, Directeur du CFMI

Nous pourrions tendre ainsi vers plus de productivité et de compétitivité de nos entreprises, gages d'un meilleur développement économique.

Les jeunes issus des formations initiales disposeront de compétences leur permettant d'aller à l'auto-

employabilité ; à ce titre, un accent particulier est mis sur des modules comme : l'entrepreneuriat, la gestion de projets, l'économie et la gestion d'entreprise dans le programme de formation proposé. Le CFMI soutient véritablement l'auto-emploi en s'inscrivant dans la même lignée que le gouvernement togolais.

Et enfin, il va jouer également un rôle de centre de ressources et de remise à niveau des enseignants et formateurs de tout le système d'enseignement technique et professionnel du Togo.

Les métiers d'Industrie sont un domaine qui booste l'économie des pays. Que comptez-vous faire pour que ce centre puisse jouer efficacement ce rôle de moteur de l'économie de notre pays ?

Grâce à ce Centre, les besoins en compétences dans les entreprises seront véritablement comblés puisque la démarche d'accompagnement proposée est basée sur un diagnostic des besoins au sein des entreprises et une proposition de solutions formations et conseils adaptés à chaque entreprise ; l'attribution et la dotation des industries de compétences avérées et nécessaires à leur développement constituent les objectifs majeurs du centre.

Quelle est la particularité de ce centre par rapport à ceux du Maroc et du Sénégal ?

Le CFMI jouit d'une particularité par rapport aux centres du Sénégal et du Maroc qui sont des centres dédiés uniquement à des domaines ou branches précis d'activité (agricole ; agroalimentaire ; BTP ou logistique).

Le CFMI, quant à lui, regroupe tous les métiers transversaux qu'on retrouve dans toutes les catégories d'industries. C'est un véritable joyau dont la particularité est unique dans la sous-région Ouest Africaine et il est encore prévu une prochaine extension du centre aux métiers portuaires et de la mer.

Le CFMI en chiffres

Le Centre, plate-forme technique et technologique de plus 6000m² dotée d'équipements industriels et didactiques dernière génération, a une capacité d'accueil, à ce jour, de quatre-vingt (80) à cent (100) jeunes en Formation Initiale (toutes filières) et en Formation Continue de deux mille (2000) stagiaires par an. Il a fallu à l'Etat togolais et à l'AFD (Agence française de développement) déboursier une enveloppe de près de cinq (05) milliards de francs cfa pour mettre sur pied ce Centre unique dans la sous-région.

Il dispose de cinq (05) filières de formation et diverses compétences s'y rapportent :

- Mécanique Diesel (engins de chantiers, poids lourds et groupes électrogènes) ;

- Chaudronnerie - Soudure et Tuyauterie Industrielle (Soudage à Arc Electrique avec Electrode Enrobée, TIG, MIG/MAG sur produit en acier-aluminium et inox, fabrication et assemblage de ligne de tuyauterie) ;

- Mécanique d'Entretien (mécanique industrielle, pneumatique, hydraulique, ajustage, usinage, maintenance) ;

- Electromécanique d'Entretien (automatisme, régulation, électricité

industrielle et bâtiment, électropneumatique) ; et

- Climatisation et Froid Industriel (climatisation individuelle et centralisée, traitement d'air, production d'eau glacée, chambre froide).

Il faut noter qu'à ce jour, chaque filière compte seize (16) étudiants qui doivent passer douze (12) mois d'études (cours théoriques et pratiques) et deux (02) mois de stage en entreprise. Ils sortent nantis d'un Brevet Professionnel quatorze (14) mois après leur entrée au CFMI par concours après le BAC II, toutes séries confondues.

Le coût de la Formation initiale est de 250.000 F cfa en plus de 100.000 F cfa dédiés à l'équipement de l'étudiant. En réalité, il est de l'ordre d'un million, mais l'Etat prend en charge le reste, soit près de 700.000 F cfa.

La Formation continue est facturée selon les besoins, et les modules voulus ; mais son coût est largement supérieur à celui de la Formation initiale.

Pour cette première promotion, 2015-2016, le CFMI a enregistré au total 204 stagiaires qui ont passés en tout 189 jours pour un cumul de 26 modules, selon les statistiques de la direction du Centre.

Réalisation des ouvrages de drainage et d'assainissement : SOS pour le bassin d'Agbalépédogan à Lomé

Avec ses 110 000m³, le bassin de retenue d'eau d'Agbalépédogan est assurément l'un des plus grands construits à Lomé dans le cadre du Projet d'Urgence de Réhabilitation des Infrastructures et des Services Electriques (PURISE). Situé au quartier Agbalépédogan, cet ouvrage construit en mars 2012 pour un coût de 805 972 990 F cfa HT, est malheureusement dans un piteux état : la proximité des dépotoirs sauvages, les barbelés faisant office de clôture sont, par endroit, détruits ou envahis par les herbes, des immondices, sables et autres ordures déversées dans le bassin sans oublier les mangroves qui ont envahi les eaux de cette retenue d'eau devenue méconnaissable. Et pourtant, ce bassin continue de recueillir les eaux de ruissellement des quartiers environnants (GTA, Lossossimé, Cacavéli, Adidoadin,...) sauvant du coup les populations des inondations.

Les travaux réalisés par le maître d'ouvrage délégué, l'Agence d'exécution des travaux urbains à haute intensité de mains d'œuvre (Agetur)-Togo entre juin 2011 et mars 2012, avaient non seulement permis de soulager les populations riveraines, mais également de donner un nouveau visage à ce quartier dont les rues et les habitations étaient, après chaque pluie, envahies par les eaux de ruissellement. Mais aujourd'hui, l'on est en voie de revivre ce passé que les habitants de ce quartier pensaient relégué aux oubliettes.

Un environnement malsain

Dans les environs du bassin, l'air est pollué par les odeurs nauséabondes des immondices et les relents de l'herbe fraîche. Ici et là, les mouches et autres bestioles donnent un spectacle autour des dépotoirs de fortune et des matières fécales. L'atmosphère n'est pas moins suffocante aux alentours du bassin de retenue d'eau : la proximité des dépotoirs sauvages, l'absence des fosses d'aisances dans la plupart des maisons environnantes obligeant les riverains à faire leurs besoins sur les voies d'accès au bassin et sur les dépotoirs de fortunes situés aux abords de la retenue d'eau.

Un peu plus loin, la mangrove a envahi presque les 3/5 de la

surface de bassin, donnant une coloration verdâtre à l'eau. Par endroit à l'intérieur de la clôture, le sol est noirci par les ordures que drainent les eaux fluviales convoyées par les drains barreaudés (caniveaux d'accès au bassin), occasionnant par endroit des flaques boueuses et malodorantes... Ceci prédispose les riverains à des maladies infectieuses et virales surtout qu'à quelques pas de ce bassin se situe le marché d'Agbalépédogan où les ménages vont se procurer en légumes et autres produits consommables. Des dépotoirs sauvages



Une clôture détruite, la proximité des dépotoirs sauvages, des voies d'accès obturées

ont poussé surtout au côté sud du bassin. Les abords du bassin que surplombent les piliers en béton, et les caniveaux d'accès au bassin sont méconnaissables.



Une vue partielle du bassin de retenue d'eau d'Agbalépédogan

Selon les riverains, de jour comme de nuit, " des passants sillonnent des sentiers exigus dans les hautes herbes autour du bassin ". Parfois, " des jeunes se réfugient dans un coin du bassin, loin des regards, pour consommer de la drogue ", nous confie Pierre, un jeune étudiant qui relève au passage que plusieurs fois, il a dû faire appel aux éléments de la Brigade Antigang pour dissuader des jeunes de transformer ce lieu en un ghetto pour fumeurs.

L'impuissance de la municipalité et du Comité de développement du quartier (CDQ)

Selon une source proche de la municipalité de la ville de Lomé qui a requis l'anonymat, la mairie mal équipée et en manque de soutien financier et

usées.

La part de l'Etat

Il n'est plus un secret que l'Etat débourse, par l'intermédiaire de ses partenaires bilatéraux et multilatéraux, des sommes faramineuses pour la réalisation des projets en vue d'accroître l'accès des populations aux infrastructures de base. Le PURISE en est une parfaite illustration avec une enveloppe de près de 56 millions de dollars US, soit environ 20 milliards de nos francs.

Il n'est plus besoin de rappeler que le pays se relève de plusieurs années de crise sociopolitique ayant eu un impact négatif sur la maintenance de ces infrastructures réalisés à coût de milliards.

La moindre des choses pour les bénéficiaires, c'est de faire un bon usage des ouvrages d'utilité publique, dont la gestion incombe en premier lieu à la municipalité, et en second aux populations à la base.

Face à la démission des bénéficiaires, il est important que l'administration centrale interpelle les élus locaux, les membres des différents comités de développement (CD), afin qu'ils prennent leurs responsabilités.

Vivement que le bon sens prévale à tous les niveaux et que chacun joue sa partition dans la résolution de ce problème dans le souci de sauver notre cadre de vie qui est sérieusement menacé.

JPB

Célébration de la journée de l'Europe au Togo : Des élèves visitent les projets de l'UE dans la Région Maritime

Suite de la page 2

de ne pas connaître la pauvreté et les problèmes d'hygiène et d'assainissement donc nous devons aider les autres à s'en

l'appel fondateur de la construction européenne. Cette déclaration annonce la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).



Plan de l'Ecole nationale de Police

sortir ", a-t-il souhaité.

Notons que la Journée de l'Europe concerne tous les citoyens de l'Union européenne, car elle célèbre la déclaration faite le 9 mai 1950 par Robert Schuman. Ce jour-là, cinq ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, le ministre français des Affaires étrangères, Robert Schuman, lance

Lors du Conseil européen de Milan en 1985, les chefs d'Etat et de gouvernement ont décidé d'instaurer le 9 mai comme " Journée de l'Europe ". Célébrée chaque année depuis 1986, la Journée de l'Europe est l'occasion d'activités et de festivités qui rapprochent l'Europe de ses citoyens.

Carole AGHEY

MÉDIAS : Un club de la presse animé vendredi dernier à Lomé

Des professionnels des médias se sont retrouvés vendredi dernier à la Maison de la presse à Lomé pour un " club de la presse " initié par l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT) avec le soutien financier de la Fondation Friedrich Ebert.

Placée sous le thème " accès à l'information et aux libertés fondamentales, c'est notre droit ", cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la journée internationale de la liberté de la presse et a permis aux professionnels des médias de débattre sur deux thématiques, à savoir les principes fondamentaux de la liberté de la presse et le droit à l'information, animées successivement par Me Claude Amégan, avocat à la Cour, et M.



La table d'honneur

Honoré Blao, directeur de la Maison de la presse.

Selon le premier orateur, plusieurs principes doivent être respectés par les journalistes afin de jouir de la liberté de la presse. Parmi ces principes figure le respect de la déontologie et de l'éthique du métier dont font parfois fie certains profes-

sionnels des médias.

Pour sa part, le directeur de la Maison de la presse a rappelé aux journalistes l'importance de disposer de l'information en temps réel car pour lui, l'accès à l'information est la pierre angulaire de la construction d'une bonne société.

Espoir

Projet d'urgence de réhabilitation des infrastructures et services électriques : Des résultats tangibles et un bilan satisfaisant

Durant des années, plusieurs villes du Togo, notamment Lomé et ses environs ont été victimes des inondations récurrentes causant d'énormes dégâts matériels au sein de la population. Pour pallier ce problème, le gouvernement togolais, en juin 2009, a signé avec la Banque Mondiale, un accord de partenariat qui a donné naissance au Projet d'urgence de réhabilitation des infrastructures et des services électriques (PURISE). Ce projet qui devrait initialement prendre fin le 31 décembre 2015, a été prorogé de six mois supplémentaires en raison de la nécessité de compléter certains ouvrages et d'améliorer la portée d'autres.

Selon le Secrétaire technique du PURISE, M. Jonhson Adodo, " Le PURISE est initié pour faire face aux conséquences de plusieurs années de crise sociopolitique ayant eu un impact négatif sur le maintien des infrastructures de base "

L'objectif assigné au PURISE est d'accroître l'accès de la population de Lomé et de sa périphérie aux infrastructures et services urbains. Le projet comprend une composante A (Réhabilitation des infrastructures) et une composante B (Renforcement Institutionnel). Ces composantes visent à restaurer, accroître et étendre l'accès de la population de Lomé et de ses quartiers périurbains aux services et infrastructures de base en vue d'améliorer ses conditions de vie. Pour mener à bien ces objectifs, le projet a retenu dans la composante A, quatre secteurs d'intervention, à savoir le drainage et l'assainissement, la réhabilitation de la voirie urbaine, l'approvisionnement en eau potable et la réhabilitation du réseau électrique.

Que peut-on retenir de l'exécution de ce projet depuis sa mise ne œuvre ?

D'après la dernière étude d'impact du PURISE dans les zones couvertes réalisée en décembre 2015, Les résultats indiquent que le projet a permis de protéger :

47,4 % (soit 960 055 habitants) de la population du Grand Lomé totalement contre les inondations chaque année. Pour le ministre de l'urbanisme, de l'habitat et du cadre de vie, la mise en œuvre du PURISE dans les zones comme Adakpamé, Anfamé, Akodesséwa (zone 1), Forever, Wuiti, Nukafu (zone 2) et Agbalépédogan, Aflao Gakli et Djidjilé (zone 3) a soulagé tant soit peu les habitants du Grand Lomé (commune de Lomé et la préfecture du Golfe) des problèmes d'inondations récurrentes.

6,1 % (soit 97 442 habitants) partiellement, mais les 46% autres (soit 747 322 habitants) ne sont pas encore protégés contre les inondations.

Ces résultats sont obtenus grâce à la réalisation des sous composantes du projet:

A1 : drainage des eaux pluviales,

Avec le curage de 120 km de caniveaux contre 98,2 km prévus ; la réhabilitation de 31,3 km de caniveaux, collecteurs et sous

collecteurs d'évacuation du trop plein des bassins de rétention d'eau pluviale vers des exutoires naturels contre 22,2 km prévus ; la construction et la réhabilitation de cinq (5) bassins de rétention d'eaux pluviales totalisant une capacité de plus de 190 000 m³ ; la construction d'un centre pour sinistrés de catastrophes naturelles et/ou anthropiques de mille (1 000) lits, qui sert d'abri temporaire aux victimes en situation d'urgence (en période normale, ce centre héberge des personnes en séjour de formation organisée).

A2 : réhabilitation de voirie avec la réhabilitation de 18,5 km de voies primaires et secondaires contre 7,5 km prévus.

A3 : adduction d'eau potable

Dans le cadre de cette sous-composante, le PURISE a accru l'accès et amélioré la qualité du service d'eau potable pour les populations périurbaines qui ne sont pas encore desservies par la Société Togolaise de l'Eau. Au total Seize (16) forages ayant des débits de pompage moyens de 60 m³/heure, y compris une meilleure connaissance du gisement aquifère dans le paléocène de Lomé ; Six (6) systèmes d'Alimentation d'eau potable (AEP) totalisant cinquante-trois (53) bornes fontaines alimentées par un réseau de 33 km irriguant six (6) localités dans les cinq (5) cantons .

A4 : réhabilitation du réseau électrique et efficacité énergétique

Ce volet a permis : la réhabi-



Une rue d'un quartier de Lomé réhabilitée grâce au PURISE

litation de vingt-cinq (25) postes transformateurs contre vingt (20) prévus ; la construction d'un poste transformateur ; l'installation de 32 km de réseau BT pour corriger les chutes de tension autour de soixante-quinze (75) postes ; la pose de deux cent (200) détecteurs ; la formation des agents de la CEET en maintenance et entretien des ouvrages réalisés ; la distribution de plus de quatre cent mille (400 000) LFC (Lampes fluo-compactes) aux ménages contre deux cent (200) FCFA/unité (un reliquat disponible a permis de commander cent mille (100 000) LFC ; L'implantation d'un laboratoire national de test de LCF à Lomé.

L'extension du réseau a permis le raccordement de douze mille trois cent cinquante et un (12 351) foyers au réseau électrique de la CEET.

La composante B : appui institutionnel : Cette composante a permis de renforcer la capacité des institutions impliquées dans la gestion et la mise en œuvre du Projet, notamment : le Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat ; la Direction Générale de l'Eau et de l'Assainissement ; l'AGETUR-Togo (qui est l'agence d'exécution du Projet) ; la Municipalité de Lomé ; la CEET ; et la TDE. Il a en effet permis la formation de près de deux cent (200) acteurs de l'Agetur Togo, du secrétariat technique et des institutions du ministère de l'urbanisme, de l'habitat et du cadre de vie impliqués dans la gestion des ouvrages réhabilités ou réali-

sés par le projet, notamment en matière de gestion financière, de passation de marchés, de suivi-évaluation et de sauvegarde environnementale et sociale.

Qu'en est-il de la politique de sauvegarde environnementale et sociale ?

Financé également par le Fonds Mondial pour l'Environnement, le PURISE a permis, en matière de politique de sauvegarde environnementale : la mise en œuvre d'une approche participative, impliquant les bénéficiaires, les communautés et les riverains dans toutes les étapes de l'exécution du projet ; le recasement des commerçants occupant les emprises des ouvrages projetés ; le renforcement de capacités des acteurs impliqués dans le projet au niveau de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'ouvrage déléguée, de la surveillance et du contrôle, de la maîtrise d'œuvre, des comités de développement de quartiers, des ONG, etc, l'intégration de la dimension environnementale dans les différentes activités du projet qui a permis de faire un reboisement le long des rues aménagées et de limiter les nuisances des travaux sur les populations riveraines.

Le Ministre de l'Urbanisme a fait savoir lors du conseil des ministres du 24 mars dernier que les performances du PURISE ont été saluées par la Banque mondiale notamment, les directeurs des opérations de la sous-région Afrique de l'Ouest qui ont visité

les réalisations PURISE (Madani Tall, Pierre Laporte, et le nouveau Directeur technique du département du développement urbain et réduction des risques et catastrophes pour l'Afrique à la Banque mondiale, à Washington).

Du côté des quartiers bénéficiaires, c'est un sentiment de joie totale qui les anime d'autant plus que depuis le démarrage du projet, les activités ont repris et vont bon train.

Le chef canton de Bè Adéla Aklassou IV par exemple a exprimé sa satisfaction au sujet de la construction du boulevard de Malfakassa. " Avant, en saison pluvieuse, pour relier Kagnikopé, Akodesséwa, et Adakpamé, c'est la croix et la bannière mais avec la construction du boulevard Malfakassa, je vous assure que les activités ont repris, les populations sont revenues dans leurs habitations qu'elles avaient délaissées au moment d'inondation, donc je ne peux qu'être fier de cela ", souligne-t-il.

Même si les activités du PURISE prennent fin en juin prochain à Lomé, d'autres villes du Togo comme Kara, Dapaong, Atakpamé, Kpalimé bénéficieront de ce projet sous une autre forme et le gouvernement a déjà introduit une requête dans ce sens auprès de la Banque mondiale.

Rappelons que le PURISE a été mis en place par la Banque mondiale qui le finance et en assure la supervision. Il fait appel à de nombreux acteurs et structures dans le cadre de la réalisation de ses activités. Il encourage le développement de partenariats entre les différents acteurs en charge des services urbains pour une meilleure coordination des projets à travers sa composante " appui institutionnel ".

Espoir

T DES MÉDIAS : La 5ème édition a tenu ses promesses

Samedi dernier la 5ème édition du " T des médias ", une soirée au cours de laquelle les journalistes, animateurs et techniciens se transforment en mannequins pour un défilé de mode, a tenu ses promesses à l'hôtel Eda Oba à Lomé.

Initiée dans le cadre de la journée internationale de la liberté de la presse, cette cinquième édition du T des médias a rassemblé la majorité des hommes de la presse togolaise autour d'un défilé en pagnes Woodin. La mise en exergue des talents des journalistes togolais sur un podium de défilé de mode, a été l'occasion d'une ambiance de détente qui a régné

le long de la soirée. Au total, vingt (20) journalistes et cinq (5) Guest stars ont défilé pendant des heures dans différentes tenues. Celle qui a le plus retenu l'attention, c'est la tenue scolaire dans laquelle ces hommes et femmes ont défilé au grand plaisir d'un public qui a fait nombreux le déplacement.

Selon le promoteur de cet événement, David Bainsi Djagbavi, cette édition a été une réussite quand bien même tous les sponsors prévus n'ont pas répondu. Pour lui, cette soirée a permis d'inviter toute la presse à se mobiliser pour lutter contre le terrorisme. " C'est un message de mobilisation de toute la presse togolaise pour la lutte contre le terrorisme. Nous

avons envie de mobiliser la presse pour aller contre ce fléau. Nous savons que les médias constituent un canal assez important de diffusion de messages et d'éveil de conscience. Nous voulons par là préserver notre pays contre ce fléau qui menace le monde entier. La presse a son rôle à jouer dans ce combat qui est celui de tout le monde ", a-t-il précisé.

Selon le comité d'organisation, les objectifs visés sont atteints et la tenue de cette 5ème édition montre à suffisance que ce moment de détente, le seul de l'année pour tous les professionnels des médias, est définitivement gravé dans les mémoires.

" Nos impressions sont les

mêmes que celles du public massivement réuni dans cette grande salle ce soir. Nos impressions sont également celle de toute la presse togolaise. Nous sommes satisfaits de cette soirée. Au départ, nous n'y croyions pas, mais après 5 ans, nous croyons que nous pouvons avancer avec cet événement en mobilisant toute la presse autour de ce projet et en l'imposant dans l'univers culturel du pays comme un des éléments incontournables ", a-t-il relevé.

Rappelons que cet événement est initié depuis 2012 et s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse (3 mai).

Espoir

**COMMISSARIAT GENERAL**

Direction de la Communication
Et des Services aux Usagers

N° 005 /2016/OTR/CG/DCSU 

Communiqué de l'Office Togolais des Recettes

Relatif à la perception de l'Impôt sur le Revenu des Transporteurs Routiers (IRTR)

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) rappelle aux contribuables soumis au paiement d'Impôt sur le Revenu des Transporteurs Routiers (IRTR) communément appelé **trimestre** que la perception de cet impôt au titre du premier trimestre 2016 débutée depuis le 1^{er} avril 2016 se poursuivra jusqu'au 30 avril 2016.

En outre, il est rappelé aux conducteurs qu'ils sont redevables pour leur propre compte de la Taxe Complémentaire sur Salaire (TCS).

Les contrôles débuteront le **02 mai 2016** et s'étendront jusqu'au **30 juin 2016** sur toute l'étendue du territoire national.

Les retardataires s'exposent à la rigueur de la loi.

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes compte sur le civisme de tous.

Fait à Lomé, le 11 1 AVR 2016

Le Commissaire Général


Henry Kanyesiime GAPERI